

L'année des cris et de l'indifférence

Lise Gagnon

Numéro 117 (4), 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/24669ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Gagnon, L. (2005). L'année des cris et de l'indifférence. *Jeu*, (117), 7-8.

Éditorial

L'année des cris et de l'indifférence

L'année 2005 n'aura pas été que l'année du *Cri* lancé par Gertrude¹, cri de la jouissance goûtant la mort. Cette année aura aussi été celle des cris perdus, étouffés, non entendus. L'année des silences et des indifférences. Quelques faits: le 2 février 2005, le Mouvement pour une radio culturelle au Canada, actif depuis plusieurs mois et fort de nombreux appuis, dépose une requête officielle au CRTC et publie un pamphlet avec des textes percutants de Victor-Lévy Beaulieu, Robert Lévesque, André Major, Jean Portugais, Jacques Sénécal. Ce dernier expose « les maladresses, les sophismes, les contradictions, l'opacité des intentions, l'unilatéralisme et les fallacieuses justifications des administrateurs de la radio publique² ». Le 7 septembre 2004, la Chaîne culturelle de Radio-Canada est en effet devenue Espace musique, sans qu'une consultation publique sur la nécessité – et la gravité – d'un tel changement soit menée. Jusqu'à ce jour, la requête pour des audiences publiques du CRTC bénéficie de plus de 23 000 appuis. Déjà, en ces pages, Louise Vigeant avait sonné l'alarme et déploré la disparition d'émissions culturelles et la mise à pied d'artisans de longue date³. Depuis 2004, de nombreux intellectuels se sont insurgés contre la mise à mort de la Chaîne culturelle, des lettres de protestation ont paru dans les journaux, mais les cris lancés n'ont eu aucune résonance.

Pour la troisième fois en six ans (1999, 2002, 2005), les syndicats des enseignants choisissent comme moyen de pression pour faire avancer les négociations de leurs conventions collectives auprès du gouvernement du Québec le boycottage des sorties culturelles. Une coalition spontanée des arts de la scène (CQT, TUEJ, ADST, CQM, RQD, RIDEAU ET RÉSEAU SCÈNES) s'est efforcée de rendre le débat public par des lettres dans les journaux et des actions, mais le boycottage est toujours en vigueur. Comme l'écrivait le metteur en scène et président du CQT Martin Faucher, « [I]es artisans du théâtre jeunesse voient 30 ans d'efforts se consumer dans le feu des actions syndicales [...] Le milieu théâtral peine à se remettre des deux premiers boycottages et en est toujours à se demander ce qui motive les professeurs à pénaliser encore et encore les artisans du théâtre qui sont, comme eux, des agents importants dans la formation des enfants. Même si une entente survenait prochainement, le mal est fait et toute la chaîne de production des spectacles a déjà déraillé. Les compagnies sont sans spectacle, les diffuseurs sont sans spectateurs et les comédiens et autres artisans sont sans travail⁴. » Pour la survie de tout un pan de la vie culturelle au Québec – théâtre, musique, danse –, Faucher soutient que l'État doit absolument implanter la fréquentation des arts dans l'éducation de manière irrévocable et l'affirmer dans le Programme de formation de l'école québécoise. La ministre semble

1. *Gertrude. Le Cri* de Howard Barker, dans une mise en scène de Serge Denoncourt, une production de l'Espace GO, a reçu le prix section Montréal de l'AQCT. Voir le Bloc-notes.

2. *Contre une radio sans culture*, MRCC, Mouvement pour une radio culturelle au Canada, p. 3.

3. Louise Vigeant, « Pour une radio d'État digne de ce nom », *Jeu* 104, 2002.3, p. 7-10.

4. Martin Faucher, « Pour l'enchâssement de la fréquentation des arts dans le programme scolaire. Un boycottage catastrophique », section « Idées », *Le Devoir*, 15 et 16 octobre 2005.

vouloir rapprocher les arts de l'éducation, mais saura-t-elle concrètement remédier à l'extrême fragilité des conditions de vie des artistes ?

Du côté des étudiants du Conservatoire d'art dramatique de Montréal, l'incertitude autour de la construction de leur nouvelle école mine considérablement les conditions de leur apprentissage. « La ministre de la Culture Line Beauchamp répète que le dossier de notre relocalisation demeure pour elle une priorité », disait la présidente de l'association étudiante Véronique Pascal⁵. Mais quelle priorité, soulignait-elle ? Depuis bientôt trois ans, le Conservatoire d'art dramatique et le Conservatoire de musique de Montréal se retrouvent dans le sous-sol d'une ancienne polyvalente du Plateau-Mont-Royal. Le gouvernement du Québec les avait expulsés de l'édifice Ernest-Cormier, dans le Vieux-Montréal, pour y installer le siège de la Cour d'appel du Québec. Normand Chouinard, alors directeur du Conservatoire d'art dramatique, avait démissionné en guise de protestation, ce qui n'est pas rien... Les étudiants songent maintenant à des gestes d'éclat pour que la ministre tienne compte de leur situation. Jusqu'où devront-ils aller pour qu'elle entende leurs cris ?

Du côté de l'édition, en octobre, l'empire Quebecor achète, ou plutôt avale, Sogides. Une simple question de business et de consolidation de marché, comme l'expliquait Luc Lavoie, porte-parole de Quebecor ? Pascal Assathiany, des Éditions du Boréal, l'écrivain et président de l'UNEQ, Stanley Péan, le poète et président de l'Association des éditeurs, Gaston Bellemare, pour ne nommer que ceux-là, s'inquiètent des répercussions que cet achat aura sur la liberté et le rayonnement des petites maisons d'édition. « Qu'est-ce que ce sera à l'avenir lorsqu'une large part du fonds littéraire québécois se trouvera entre les mains de Quebecor ? » disait Stanley Péan⁶. Alors qu'au bureau de la ministre de la Culture, on attend d'avoir reçu une analyse financière de la SODEC pour commenter la transaction, des lettres exposant l'impact de la concentration de l'édition aux mains de Quebecor et questionnant le bien-fondé de cette transaction continuent de paraître dans les journaux. Le Bureau de la concurrence fédéral en tiendra-t-il compte et saura-t-il rendre un avis éclairé ?

Terminons en effleurant le dossier de l'insoutenable légèreté des émissions culturelles de la télévision publique de Radio-Canada. On ne compte plus les lettres, les éditoriaux, les billets des écrivains, journalistes, artistes, qui déplorent le nivellement par le bas, la facilité, la vacuité, la recherche à tout crin du scandale et des cotes d'écoute et, surtout, la place de plus en plus réduite de l'art et de la culture à la télévision française de Radio-Canada. Ce mouvement, très large, non élitiste, ne semble ébranler aucunement les grands patrons de la télévision d'État.

Pourquoi la parole des citoyens (et non des consommateurs) et celle des intellectuels se bute-t-elle à ce mur d'indifférence ? Que faut-il faire quand les cris et les écrits ne suffisent plus ? **J**

5. Citée par Stéphane Baillargeon, « Les étudiants du Conservatoire craignent d'être oubliés dans "le Bunker" », *Le Devoir*, 22 mars 2005.

6. Cité par Jean-François Nadeau, « Quebecor s'offre le groupe d'édition Sogides », *Le Devoir*, 13 octobre 2005.